

« Il faut donner du sens à l'uniforme »

Alors que le port de l'uniforme à l'école va être expérimenté, le spécialiste choletais du vêtement de travail, Mulliez Flory, milite pour que les entreprises adaptées françaises les produisent.

Il y a ce polo rayé, bleu ciel et blanc, pour des écoliers bretons. Ou cette robe chasuble en jean. Et pourquoi pas cette combinaison bleu marine pour les lycéennes des Pays de la Loire ? Des idées d'uniformes scolaires, Jacques Gindre et ses équipes n'en manquent pas. Ne pas y voir un hobby ni une lubie, pour le directeur général de Mulliez Flory (270 salariés), la société spécialiste du vêtement de travail (blouses, uniformes, équipements de protection individuelle...), basée au Longeron (Sèvremoine), aux confins du Maine-et-Loire et de la Vendée. Non, en cette fin d'année 2023, le sujet est revenu dans l'actualité. Porté par Gabriel Attal, ministre de l'Éducation, qui a annoncé une expérimentation à la rentrée 2024 (lire ci-dessous). Jacques Gindre n'a pas attendu l'annonce pour plancher sur un projet pas anodin : faire réaliser les uniformes par des travailleurs en situation de handicap.

« J'ai fait le calcul : on peut employer 5 000 personnes à temps plein »

JACQUES GINDRE

Directeur général de Mulliez Flory

L'uniforme à l'école, l'intéressé en entend parler depuis des décennies. Encore plus dans un secteur (le Choletais, les Mauges, l'ouest de la Vendée) où la mode (confection, textile, maroquinerie...) est reine. « C'est un vieux serpent de mer », commente-t-il, avant de nuancer : « De plus en plus, cela devient concret. Il y a les problèmes de l'abaya et du voile avant, les clivages sociaux... Aujourd'hui, il y a encore des pro et des anti. Pour sortir de ce débat, d'une, il faut un uniforme qui plaise aux jeunes, qu'ils soient fiers de le porter. De deux, il faut lui donner du sens. » En l'occurrence, un « vêtement issu du monde du handicap ».

Si jamais l'uniforme s'imposait, le patron de Mulliez Flory invite même à « sacraliser » sa fabrication par des entreprises adaptées : « C'est



Jacques Gindre, directeur général de Mulliez-Flory et Jean-Marc Richard, président de la Fondation Amipi.

d'autant plus jouable que ce n'est pas un marché qui est affecté. Il n'existe pas aujourd'hui. » Si Jacques Gindre appuie sur ce levier, c'est aussi parce qu'il n' imagine pas le « made in France » s'imposer dans la bataille sans ce « truc en plus ». « Un polo, c'est 5 € fait en Chine, 20 € ici, pose-t-il. Imaginez le budget. Ça ne va pas passer... Sauf s'il y a une autre dimension. » Et si les prix étaient tirés vers le bas ? « Ce sera la guerre à celui qui importera de Chine », balaie l'homme, dont la société réalise des prototypes au Longeron mais produit en Tunisie. Jacques Gindre n'est pas seul dans ce combat. À Cholet, la Fondation

Amipi « s'inscrit pleinement dans le projet » et « est prête à y répondre », dit Eric Sendeck, directeur général. Forte de six Usines de production, d'apprentissage et d'insertion (Upai) et de 900 salariés (dont 750 en situation de handicap cognitif, payés 117 % du Smic) en Pays de la Loire et Centre-Val de Loire, la fondation a pour mission l'insertion sociale. Via le travail, donc, également moteur en termes de développement des capacités cognitives. Son activité principale ? La production de faisceaux électriques à destination du secteur automobile. Mais elle a récemment décidé de



miser sur l'électronique et le textile. D'un côté, « le textile fait partie des activités manufacturées qui aident au développement », glisse Eric Sendeck. De l'autre, « pour notre rentabilité, c'était indispensable de se diversifier », rappelle le président, Jean-Marc Richard. Un président qui l'assure : « On ne sera pas tout seul. » Dans son viseur, l'Union nationale des entreprises adaptées (Unea) : 590 entreprises et 57 000 salariés en France. Un chiffre qui pourrait être amené à grossir, si le gouvernement misait sur l'uniforme. « J'ai fait le calcul. On peut employer 5 000 personnes à temps

plein », avance Jacques Gindre, qui assure que Mulliez Flory est « prête à former les personnes en situation de handicap ».

Le dirigeant n'a pas hésité à souffler l'idée à Christelle Mordançais, présidente LR des Pays de la Loire, et Gabriel Attal. Sans l'assurance de voir son vœu exaucer, sur un sujet ô combien sensible. Et si l'uniforme voyait le jour, mais dans un cadre « classique », propice à la main-d'œuvre étrangère ? « On ira, c'est complètement mon business. Mais aujourd'hui, il faut être militant. »

Alexandre BLAISE